

Déficit, dépenses, dette, croissance... 2018 aura été une meilleure année que prévu

ANNE DE GUIGNÉ  @adeguigne

Bonne nouvelle pour le gouvernement : les comptes 2018 de la France sont, d'après la dernière estimation publiée ce mardi par l'Insee, un peu meilleurs que prévu. La croissance a d'abord été légèrement revue à la hausse à 1,6 %, contre 1,5 % encore attendu en janvier. Cette légère amélioration a des conséquences positives en chaîne pour l'ensemble des finances publiques. Les recettes perçues par l'État ont ainsi dépassé les attentes, les impôts sur le revenu et le patrimoine ayant notamment bondi de 6,2 % l'année dernière.

Résultat, le déficit public s'affiche en légère baisse, à 2,5 % du PIB, au lieu des 2,6 % escomptés jusqu'alors, soit son plus faible niveau enregistré depuis 2006, contre 2,8 % (après révision) en 2017 et 3,5 % en 2016. En volume, le déficit budgétaire diminue nettement : 60 milliards d'euros en 2018, versus 64 milliards en 2017 et 80 milliards en 2016.

La dette du pays apparaît de son côté stable sur un an, tout proche de la barre symbolique des 100 %, précisément à 98,4 % en 2018

Cette politique « porte ses fruits grâce à une meilleure rémunération du travail et à une politique favorable à l'investissement des entreprises », estime Bruno Le Maire (ici, avec Gérald Darmanin à Bercy, en avril 2018).

Pour la première fois depuis plus de dix ans, nous avons réussi à la fois à baisser les prélèvements obligatoires, les dépenses publiques, le déficit public et à stabiliser la dette publique

GÉRALD DARMANIN



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

donc comme en 2017. « La dette s'est stabilisée, alors même qu'on a mis la SNCF à l'intérieur. Donc, en fait, elle a baissé », a même vanté Gérald Darmanin, sur RTL. Le ministre des Comptes publics s'est joint à Bruno Le Maire, son collègue de l'Économie et des Finances, pour se féliciter de ces évolutions. « Pour la première fois depuis plus de dix ans, nous avons réussi à la fois à baisser les prélèvements obligatoires, à baisser les dépenses publiques, à baisser le déficit

public et à stabiliser la dette publique », a souligné l'ex-candidat à la primaire de droite fin 2016, en vantant le « sérieux budgétaire » du gouvernement et une « politique économique qui fonctionne ».

Les deux ministres de Bercy ont factuellement raison. Depuis la crise financière, la dette publique n'avait pas cessé de progresser. La France, avec quelques années de retard sur ses voisins européens, parvient donc enfin, grâce aux taux d'intérêt très bas, à sortir de

l'effet boule de neige. Les dépenses publiques, à 56 % du PIB, s'affichent aussi en recul net de 0,4 point par rapport à 2017. Cette amélioration s'explique essentiellement par la tenue de la croissance l'année dernière, mais aussi par une forme de stabilisation de la dépense.

Côté prélèvements obligatoires, les deux hommes ont moins de raison de plastronner. À 45,2 % du PIB, les impôts et cotisations prélevés dans l'Hexagone avaient atteint en 2017 un record historique. Ils ont donc simplement été ramenés à 45 % en 2018, niveau encore bien plus élevé qu'en 2016. La performance côté déficit doit aussi être relativisée : en juin 2018, le gouvernement tablait encore sur un déficit annuel de 2,3 %, niveau alors jugé « atteignable » par la Cour des comptes.

Résultats inattendus

Le ton euphorique du duo Le Maire/Darmanin paraît ainsi un peu décalé, même si on comprend leur souci de mettre en lumière, et à profit, ces résultats inattendus. D'autant que le gouvernement a été régulièrement pointé du doigt pour son supposé manque de volontarisme sur le sujet de la dé-

pense publique... Au-delà des grandes déclarations, les comptes nationaux publiés par l'Insee décrivent un ralentissement de l'économie hexagonale un peu plus doux que prévu. En 2018, avec une croissance de 1,6 %, la France fait légèrement moins bien que la moyenne de la zone euro, comme c'était déjà le cas lors du rebond de 2017. Le mouvement devrait a priori s'inverser cette année. Pour l'heure, le consensus économique table en effet sur une croissance de 1,2 % pour la zone euro en 2019 et de 1,3 % pour la France.

C'est en revanche sur le front du déficit que la France va de nouveau se distinguer. Après deux années dans les clous de Bruxelles, Paris table sur un déficit 2019, de nouveau au-dessus des 3 %, à 3,2 %. La Commission devrait passer l'éponge car la France va assumer cette année la lourde opération de transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en baisse de cotisations, ce qui alourdira de 0,9 point de PIB son déficit. Même sans cette mesure exceptionnelle, la France gardera sans doute en 2019 le bonnet d'âne du pays européen le plus dispendieux. ■